

Assistante /Assistant juridique - Tribunal administratif de Lille

Ref : 2026-2390789

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

Tribunaux administratifs et
cours administratives d'appel
(TACAA)

Localisation

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
59 000 Lille

Domaine : Justice

Date limite de candidature : 08/09/2026

Nature de l'emploi

Emploi ouvert uniquement aux contractuels

Nature du contrat

CDD d'1 an

Expérience souhaitée

Débutant

Rémunération

(fourchette indicative pour les
contractuels)

Non renseigné

Catégorie

Catégorie A (cadre)

Management

Non

Télétravail possible

Oui

Vos missions en quelques mots

Votre environnement de travail :

Le tribunal administratif de Lille a pour mission de juger des recours déposés sur des affaires dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

La juridiction est composée de 8 chambres, un pôle chargé des référés ainsi qu'un pôle chargé de l'éloignement et un greffe central au sein desquels travaillent 41 magistrats et 52 agents de greffe au 31/12/2025, auxquels s'ajoutent les assistants de justice et les vacataires. Les agents de greffe et des services généraux sont placés sous l'autorité de la greffière en chef et son adjointe.

Vos missions :

Vous exercez vos fonctions auprès des magistrats administratifs, à qui vous apportez votre concours : vos principales attributions sont la recherche de documentation et de jurisprudence, la rédaction de notes de synthèse sur des dossiers et la rédaction de projets de décision.

Vous est tenu(e) au secret professionnel, à la discrétion professionnelle et au devoir de réserve.

L'exercice de toute autre activité accessoire est soumis à l'accord préalable de l'autorité hiérarchique.

Pas de temps partiel possible.

Vos perspectives :

La connaissance du contentieux administratif, les compétences d'analyse juridique et rédactionnelles acquises sur ce poste permettent d'accéder à un poste d'expertise juridique au sein de l'administration, d'une entreprise ou d'un cabinet d'avocat.

Cette expérience permet également de préparer les concours de la fonction publique à fort contenu juridique.

Profil recherché

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme sanctionnant une formation juridique d'une durée au moins égale à quatre années d'études supérieures. Ils ne sont ni des magistrats, ni des agents de greffe.

Ces postes s'adressent avant tout à des personnes, effectuant ou ayant effectué des études avancées de droit public, la détention d'un Master 2 en droit public ou en affaires publiques étant vivement recommandée, qui, dans le cadre de leur projet professionnel, souhaitent acquérir de manière concrète et réaliste une familiarité avec les instruments de travail et les modes de raisonnement du juge administratif. C'est-à-dire aussi bien aux personnes qui se destinent au métier de juge administratif ou d'avocat, qu'à ceux qui souhaitent présenter des concours administratifs de catégorie A de la fonction publique.

POUR CANDIDATER :

Merci d'adresser par courriel votre CV, une lettre de motivation, la copie de votre diplôme, et des lettres de recommandation (facultatif) à l'adresse suivante : recrutement-ta-lille@juradm.fr

Niveau d'études minimum requis

Niveau

Niveau 7 Master/diplômes équivalents

Spécialisation

Droit, sciences politiques

Éléments de candidature

Documents à transmettre

Pour postuler à cette offre, l'envoi du CV et d'une lettre de motivation est obligatoire

À propos de l'offre

Informations complémentaires

Important : le Conseil d'Etat met en œuvre un plan de lutte contre les discriminations et pour la promotion de la diversité. Si vous vous estimez victime d'une discrimination dans le cadre du processus de recrutement, vous avez la possibilité d'adresser un message à la boîte fonctionnelle suivante : allodiscrim@orange.fr

Les critères de discrimination sont énumérés à l'article 1er de la loi n° 2008- 496 du 27 mai 2008.

Le Conseil d'État est un employeur « Handi-accueillant », labellisé « Handi engagé » par France Travail.

Statut du poste

Vacant à partir du 01/10/2026

Métier de référence

Juriste spécialisée / spécialisé en juridiction